Souveraineté énergétique du Mali

Réduire la dépendance ivoirienne et redresser EDM-SA

Point de vue au 28 février 2026 / Trajectoire 2026–2033

Synthèse pour décision

Le Mali peut réduire fortement sa dépendance aux approvisionnements ivoiriens en développant une production nationale fiable. Le programme proposé associe valorisation des ressources locales, stockage, renforcement du réseau, formation des équipes et redressement financier d'EDM-SA.

Mesurer deux dépendances distinctes. Les achats directs d'électricité à la Côte d'Ivoire représentent environ 6,6 % de l'électricité produite ou achetée par EDM-SA en 2024. L'exposition au combustible acheminé par le corridor ivoirien doit, elle, être mesurée à partir des livraisons et des consommations propres aux centrales. Ces deux dépendances appellent des réponses complémentaires. [01] [02]

Financer les investissements qui réduisent effectivement l'exposition. La priorité doit aller aux projets combinant production locale, stockage et raccordement au réseau, selon leur capacité à remplacer les approvisionnements extérieurs, à réduire les coupures et à élargir l'accès à l'électricité.

Retenir un horizon de cinq à sept ans. L'objectif proposé est de réduire d'au moins 70 % chacune des deux expositions entre 2031 et 2033, par rapport à 2025. Cette cible de travail devra être confirmée ou ajustée sous 90 jours, après analyse des besoins heure par heure, des coûts et des financements mobilisables.

Décision proposée pour mars 2026

Mandater une équipe réunissant l'Énergie, les Finances et EDM-SA pour établir la situation de référence de 2025, dimensionner les moyens de remplacement et chiffrer les premières tranches d'investissement. Cette équipe devra également organiser les solutions de secours transitoires et préparer, à l'horizon 2029, un test de capacité à alimenter les services essentiels pendant trente jours sans électricité ni combustible provenant du corridor ivoirien.

Analyse reconstituée au 28 février 2026 à partir des informations rendues publiques à cette date. Les objectifs et scénarios sont des propositions de la note.

Bitrun est un cabinet de conseil stratégique, d'intelligence économique, de formation et de production audiovisuelle basé à Bamako.

Tél : +223 78 08 10 10

Site internet : www.bitrun.ml

MESURER LA DÉPENDANCE

Deux expositions à la Côte d'Ivoire

Les achats directs d'électricité et les combustibles importés exigent des mesures et des réponses spécifiques.

Périmètre observé	Repère public	Lecture stratégique
Électricité du réseau interconnecté achetée à la Côte d'Ivoire, 2024	111,4 GWh	Ajouter les centres frontaliers pour estimer la dépendance électrique totale.
Achats CIE des centres de Kadiolo et Zégoua, 2024	9,8 GWh	Préparer un secours local adapté à ces deux centres.
Total direct identifié, 2024	121,1 GWh, soit environ 6,6 % du total EDM	Ratio calculé sur 1 842,7 GWh produits et achetés. Il décrit une année de fourniture fortement réduite.
Combustibles déclarés en provenance de Côte d'Ivoire, T1 2025	171,5 Md FCFA	Valeur nationale, tous usages. La part destinée aux centrales d'EDM reste à isoler.

Sources [01] [02]. Les données en GWh et les montants d'importation portent sur des périmètres distincts.

Assurer la visibilité sur le combustible d'EDM

Pour mesurer la dépendance réelle aux approvisionnements extérieurs, il faut croiser les factures fournisseurs, les déclarations douanières, les bons de livraison et les relevés des cuves. Ce travail doit retracer l'origine du carburant et son acheminement : pays de production, vendeur, port d'entrée et route de transit. Changer de fournisseur ne réduit pas nécessairement l'exposition si le carburant emprunte toujours le même corridor. Le bilan initial devra donc préciser, pour chaque centrale, les litres effectivement livrés, leur coût total jusqu'au site et les jours de fonctionnement couverts par les stocks, en distinguant les corridors d'approvisionnement.

Mesurer l'exposition aux heures critiques

Même limité sur l'année, un apport d'électricité peut être déterminant à certaines heures, notamment lors des pointes de consommation. Pour évaluer le rôle des fournitures ivoiriennes, il faut connaître les volumes livrés heure par heure, la puissance dont la disponibilité est contractuellement garantie, les obligations d'achat et les conditions permettant de réduire ces engagements. La solution de remplacement devra couvrir ces besoins, mais aussi la demande aujourd'hui insatisfaite en raison des coupures, sa croissance future et les indisponibilités possibles des autres centrales.

Premier mandat proposé

Dans un délai de soixante jours, établir un bilan consolidé de l'année 2025 pour les achats d'électricité et les approvisionnements en combustible, en croisant les données techniques, commerciales et financières. Préciser et rendre publics les périmètres retenus, puis faire valider les résultats par les ministères chargés des Finances et de l'Énergie. Ce bilan constituera la référence commune pour suivre et vérifier la réduction effective de la dépendance aux approvisionnements ivoiriens.

OBJECTIF ET HORIZON

Une autonomie à construire entre 2026 et 2033

Le programme vise une réduction massive de la dépendance extérieure, notamment ivoirienne, et une électricité fiable produite à partir de ressources mobilisables au Mali.

Retenir une définition qui se vérifie en exploitation

La souveraineté énergétique se mesure à la capacité du Mali à maintenir ses services essentiels, faire fonctionner son économie et décider de ses approvisionnements sous contrainte extérieure. Elle suppose la maîtrise des installations, des contrats, des compétences et du financement. Le périmètre de cette note est le système électrique et les combustibles nécessaires à son fonctionnement.

Échéance	Résultat recherché	Condition de validation
À 12–18 mois	Sécuriser les services essentiels et une solution de secours aux deux expositions ivoiriennes.	Cartographier les charges critiques, les stocks et les moyens de remplacement réellement opérationnels.
À trois ans, en 2029	Assurer trente jours de fonctionnement des charges essentielles lors d'une interruption simultanée des livraisons ivoiriennes.	Exercice indépendant en saison sèche, avec niveaux de stock de départ explicités et essai des réseaux locaux.
À cinq–sept ans, 2031–2033	Réduire d'au moins 70 % les achats électriques directs et les litres de combustible électrique livrés par le corridor ivoirien, par rapport à 2025.	Confirmer les cibles sous 90 jours par étude horaire et financière. Augmenter le service et l'accès, avec réduction de l'intensité pétrolière du kWh livré.

Cibles de travail proposées pour l'arbitrage. Leur faisabilité reste à démontrer avec le bilan 2025 et le programme d'investissement.

Vérifier la qualité de la substitution

Le suivi doit distinguer la production nationale non fossile, l'électricité issue des ouvrages partagés de l'OMVS et les achats à l'étranger, en isolant ceux provenant de Côte d'Ivoire. La réduction des approvisionnements ivoiriens doit s'accompagner d'une moindre dépendance globale au pétrole et d'une meilleure disponibilité de l'électricité aux heures de pointe. Il faudra également suivre la consommation totale de combustible en litres : une baisse de la consommation par kilowattheure peut masquer une hausse des volumes consommés lorsque la demande augmente.

Trois unités à distinguer. Le MW mesure la puissance disponible à un instant. Le MWh et le GWh mesurent l'énergie fournie sur une durée. Le MWc décrit la puissance nominale des panneaux dans des conditions de référence. Ces unités doivent apparaître dans les tableaux de projets.

PRODUCTION SUR LE TERRITOIRE

Organiser le remplacement des apports extérieurs

La priorité d'investissement va à un portefeuille combinant solaire, stockage, hydraulique disponible, maîtrise de la demande et secours pilotable.

Levier	Rôle dans la trajectoire	Décision proposée
Solaire au Mali	Produire en journée et réduire l'appel aux groupes alimentés en combustible importé.	Déployer par lots raccordables. Garantir la maintenance, la disponibilité et le traitement des équipements en fin de vie.
Stockage par batteries	Déplacer une partie du solaire vers la pointe et contribuer à la stabilité du réseau.	Acheter une puissance et une énergie utiles garanties, avec remplacement des cellules prévu dans le coût.
Hydraulique domestique et droits OMVS	Apporter une ressource renouvelable complémentaire, sous contraintes hydrologiques et de transit.	Entretenir l'existant, vérifier les droits de tirage et les possibilités d'arbitrage horaire en année sèche.
Sobriété et réduction des pertes	Diminuer les MW nécessaires à la pointe et l'énergie à produire pour un service donné.	Éclairage performant, climatisation efficace, horaires industriels convenus et traitement des lignes les plus dégradées.
Thermique de réserve	Couvrir les pannes et les séquences de faible production renouvelable.	Financer une disponibilité testée et un combustible sécurisé. Limiter les engagements de location prolongés.

Architecture proposée. La composition finale doit être déterminée par le coût complet et le bilan horaire.

Choisir les sites à partir de l'énergie livrable

L'étude IRENA de 2024 identifie des zones favorables au solaire en tenant compte notamment du réseau, des routes et du profil de production. Le portefeuille national répertorie Safo, Sanankoroba et plusieurs solutions de stockage. Chaque dossier doit être revérifié sur le terrain avant d'engager une tranche de financement. [03] [04]

Maintenir une filière d'évaluation des ressources nouvelles

L'expérience de Bourakebougou montre la possibilité de produire localement de l'électricité à partir d'hydrogène naturel. Un déploiement à plus grande échelle devra toutefois s'appuyer sur une expertise indépendante évaluant la ressource exploitable dans la durée, le coût de production, la sûreté et les conditions de raccordement au réseau. Une démonstration de fonctionnement continu devra ensuite confirmer ces résultats. Les capacités de ces projets pourront alors être intégrées à la planification électrique, à hauteur de la puissance dont la disponibilité aura été démontrée. [14]

DIMENSIONNEMENT

Remplacer une énergie et tenir une pointe

Les ordres de grandeur ci-dessous préparent l'étude de faisabilité et le choix d'un programme de capacité.

Un repère pour le remplacement des achats électriques

Un parc solaire de 100 MWc produirait environ 163 à 177 GWh par an, sur la base des facteurs de charge de 18,6 % à 20,2 % retenus par l'IRENA pour les zones favorables, avant prise en compte du stockage et des contraintes du réseau. Ce volume dépasse les 121 GWh achetés directement à la Côte d'Ivoire en 2024. Toutefois, remplacer ces achats suppose aussi de vérifier que l'électricité sera disponible aux heures nécessaires, en tenant compte des pertes, des pointes de consommation et de la croissance de la demande. [01] [03]

Le stockage doit correspondre à la durée du service

Configuration	Calcul simple	Conséquence
20 MW / 20 MWh	20 MW pendant une heure, avant pertes et réserves.	Utile pour un service court. Dimensionnement à confronter au profil de pointe.
50 MW pendant quatre heures	200 MWh utiles à restituer, au minimum.	Le parc doit pouvoir charger, fournir la puissance visée et conserver une marge de réserve.
Capacité disponible après vieillissement	Garantir le service à la température du site et au terme contractuel.	Chiffrer les pertes, la dégradation et le remplacement dans le coût de la tranche.

Calculs physiques illustratifs. Le portefeuille national décrit à Sanankoroba un stockage de 20 MW / 20 MWh. [04]

Construire le programme sur la demande à satisfaire

Pour dimensionner les investissements, il faut partir des besoins réels en électricité, y compris ceux qui restent insatisfaits en raison des coupures. La consommation enregistrée par EDM-SA ne suffit donc pas : elle doit être complétée par une estimation de la demande empêchée par les délestages et de celle couverte par les moyens de production propres des usagers. Cette évaluation devrait distinguer les ménages, l'alimentation en eau, la santé, l'industrie et les mines, dont les besoins et les exigences de continuité diffèrent.

Plusieurs hypothèses de croissance doivent ensuite être testées. À titre purement illustratif, une progression de 5 % par an représente une hausse cumulée d'environ 41 % sur sept ans ; à 10 % par an, cette hausse atteint près de 95 %. Ces chiffres ne constituent pas des prévisions pour le Mali. Ils montrent toutefois que les investissements devront à la fois remplacer les approvisionnements extérieurs que le pays souhaite réduire, satisfaire les besoins aujourd'hui non couverts et accompagner l'augmentation future de la demande. Leur dimensionnement devra aussi garantir une puissance disponible aux heures de pointe, notamment lorsque la production solaire diminue en fin de journée.

Étude à commander dans les 90 jours

Comparer heure par heure plusieurs combinaisons de production, batteries, réseau et réserve. Tester une année sèche, la maintenance et l'absence d'apports ivoiriens. Le résultat doit donner les MW fiables, l'énergie non servie et le coût complet pour chaque trajectoire.

RÉSEAU ET TERRITOIRES

Acheminer l'énergie et renforcer les secours locaux

La production domestique améliorera l'autonomie quand les lignes, les postes et les protections lui permettront d'atteindre la demande.

Synchroniser chaque centrale avec ses raccordements

La boucle nord de Bamako bénéficie d'un financement partiel de la BAD, approuvé en novembre 2025. L'évaluation publiée le 19 février 2026 précise son rôle dans la sécurisation de l'alimentation électrique de la capitale. L'enjeu est de coordonner l'avancement des travaux avec l'arrivée des nouvelles capacités de production nationale et les apports disponibles de l'OMVS. Le suivi devra distinguer la mobilisation effective des financements, la disponibilité des terrains nécessaires, la passation des marchés et les échéances de mise en service, afin d'identifier rapidement les retards susceptibles de compromettre cette coordination. [10] [11]

Périmètre	Mesure proposée	Résultat à vérifier
Bamako et grandes zones de consommation	Renforcer les postes et lignes saturés, installer les dispositifs de conduite nécessaires.	Production locale évacuée, marge de transit à la pointe et secours lors de la perte d'un ouvrage.
Kadiolo et Zégoua	Étudier un raccordement alternatif et une solution locale solaire, batteries et réserve.	Fourniture de secours testée en cas de perte de l'alimentation ivoirienne.
Villes et localités éloignées	Comparer mini-réseau hybride, production locale et extension du réseau.	Coût par usager, autonomie et capacité de maintenance sur place.
Eau, hôpitaux et télécommunications	Identifier les lignes qui les alimentent et coordonner les moyens de secours.	Durée de tenue des charges essentielles et reprise après panne de réseau.

Mesures à instruire avec les exploitants et les collectivités, selon les conditions de sécurité.

Relier autonomie nationale et accès à l'électricité

Selon le rapport international publié en 2025, environ 54,5 % de la population malienne avait accès à l'électricité en 2023. La trajectoire de souveraineté énergétique doit donc intégrer l'extension des raccordements et les solutions hors réseau pour les localités éloignées. Le programme Yelen Sira, qui vise à renforcer le système électrique et à élargir l'accès, offre un cadre pour organiser ces investissements. Ses différentes composantes pourraient être priorisées selon leur contribution à la fiabilité du service, à la réduction de la dépendance extérieure et à la desserte des populations encore privées d'électricité. [12] [13]

Compétences à financer avec les ouvrages

Former les équipes maliennes à l'exploitation, aux protections, au stockage et à la maintenance. Prévoir les pièces critiques, la documentation, la maîtrise des accès numériques et les essais de redémarrage avant réception des installations.

TRANSITION LOGISTIQUE

Réduire les volumes de combustible exposés

La continuité à court terme exige des stocks et des routes de secours. La réduction de la consommation électrique de pétrole doit guider les investissements.

Rendre le corridor ivoirien progressivement substituable

Pour chaque contrat, EDM doit identifier les engagements minimums, la date de sortie et les coûts de modification. Il importe également de préparer des routes alternatives de façon coordonnée avec leurs pays de transit, puis de tester un premier lot jusqu'aux centrales. Cela permettra de comparer délai réel, coût rendu site, sécurité, qualité et disponibilité des produits. La sélection relèvera des résultats de ces tests.

Séparer les flux nationaux du combustible électrique

Les relevés gouvernementaux de février permettent de suivre les entrées de carburant dans le pays. Pour apprécier la sécurité de l'approvisionnement électrique, ces données doivent être rapprochées des besoins d'EDM-SA et de ceux des groupes électrogènes de secours des services essentiels, notamment les hôpitaux et les installations d'alimentation en eau. L'enjeu est de savoir quelle part du carburant arrivé sur le territoire est effectivement disponible pour assurer la continuité de ces services.

Un suivi hebdomadaire devrait ainsi préciser, pour chaque centrale et chaque site prioritaire, les volumes réservés, les livraisons effectivement reçues et les stocks utilisables. Il devrait également traduire ces stocks en nombre de jours de fonctionnement, selon la consommation prévue. Cette visibilité permettrait d'anticiper les ruptures, d'organiser les livraisons prioritaires et de mesurer la capacité réelle du dispositif à tenir en cas de perturbation des approvisionnements. [07] [08]

Étape proposée	Action	Critère de passage
Dans les six mois	Constituer les stocks de secours à partir des délais réels et contractualiser plusieurs options logistiques.	Autonomie par site calculée et livraison alternative réussie.
À 18–36 mois	Remplacer progressivement les heures thermiques de jour par production locale et réduire l'exposition au corridor ivoirien.	Litres économisés par kWh livré, service stable et coût total suivi.
À cinq–sept ans	Réserver une part croissante du combustible au secours et aux usages exigeant une disponibilité pilotable.	Moindre intensité pétrolière et capacité démontrée à tenir sans livraison ivoirienne.

Phasage proposé. La capacité des routes et les engagements des fournisseurs doivent être vérifiés.

Règle de financement

Prévoir pour chaque location de groupe et contrat de combustible un horizon, un besoin couvert et une clause de réexamen. Affecter en parallèle un financement identifié aux capacités locales qui réduiront ces achats récurrents.

EDM ET FINANCEMENT

Financer la souveraineté sans épuiser la trésorerie

EDM doit pouvoir payer les approvisionnements nécessaires pendant la transition et entretenir les nouvelles installations.

Établir le coût du service après investissement

Un investissement dans le solaire et les batteries peut, certes, réduire les dépenses de carburant mais créer d'autres dépenses à prévoir sur plusieurs années. Ainsi donc, il faudrait comparer pour chaque combinaison le coût du capital, le financement, l'entretien, le stockage, les pertes et le secours. Il importe aussi de calculer le coût du kWh livré aux heures utiles et le besoin annuel de soutien public. Un autre facteur est d'intégrer les paiements en devises, le risque de change et le remplacement futur des batteries.

Rapprocher la dette et les engagements existants

Le FMI présente des montants de dette d'EDM de 415 et 562 milliards de FCFA selon les passages de son dossier 2025. Le second montant comprend notamment 241 milliards envers les banques et 321 milliards envers les fournisseurs. Pour décider des investissements, il faudrait rapprocher les créanciers, les échéances et les garanties à partir des données comptables actualisées. [05]

Instrument	Utilisation proposée	Garde-fou
Financement concessionnel	Réseau, stockage, accès et opérations dont le coût du capital conditionne le tarif.	Calendrier de décaissement et soutenabilité de la dette vérifiés.
Production privée sous contrat	Déploiement de lots solaires locaux et services associés.	Mise en concurrence, prix total transparent, disponibilité et obligation de maintenance.
Budget et fonds affectés	Sécurisation transitoire du service et apport aux ouvrages prioritaires.	Rapprocher recettes, engagements et paiements dans un état public.
Autoproduction et surplus industriels	Mobiliser des ressources proches de certaines zones de demande.	Étude réseau, comptage, qualité, règles d'achat et répartition des coûts.

Options à instruire selon le droit applicable. Repères budgétaires [06] [15].

Repère budgétaire. Le portefeuille national évalue Safo à 70 milliards de FCFA et Sanankoroba à 131,2 milliards, soit 201,2 milliards pour ces deux projets. Ces estimations de programmation demandent une actualisation des devis, des périmètres et des financements disponibles. [04]

Faire du redressement d'EDM une condition d'exécution

Le redressement d'EDM-SA suppose de donner à l'entreprise une visibilité sur ses moyens et de fixer des engagements précis sur les résultats attendus. Un contrat de performance entre l'État et EDM-SA pourrait organiser cette responsabilité réciproque : les financements mobilisés seraient associés à des objectifs réalistes de réduction des coupures, d'amélioration des encaissements et de maintenance des installations. Ces engagements devraient être suivis régulièrement, à partir d'indicateurs vérifiables.

Toute évolution des tarifs devrait également faire l'objet d'une évaluation préalable de ses conséquences sur les ménages modestes et sur les coûts de production des entreprises. L'objectif serait de permettre à EDM-SA de financer durablement son activité tout en préservant l'accès à l'électricité et la compétitivité de l'économie.

Enfin, la construction de nouvelles capacités doit s'accompagner d'un examen rigoureux des contrats d'achat d'électricité existants et du suivi des recommandations du Vérificateur général. Cet examen permettrait d'identifier les charges évitables, les engagements à renégocier et les améliorations de gestion nécessaires pour que les nouveaux investissements produisent pleinement leurs effets. [09]

ARBITRAGES D'INVESTISSEMENT

Prioriser les projets qui réduisent l'exposition

Chaque tranche doit démontrer son apport à l'autonomie, son coût complet et sa capacité à améliorer le service.

Option	Apport recherché	Arbitrage proposé
Réparation thermique ciblée	Secours mobilisable et continuité avant la saison chaude.	Retenir les unités récupérables au moindre coût, avec approvisionnement sécurisé et rôle de réserve défini.
Solaire et stockage	Réduction du combustible et remplacement des achats aux heures compatibles.	Premiers lots sur sites raccordables. Dimensionnement après étude horaire.
Hydraulique et droits OMVS	Production renouvelable et complémentarité avec le solaire.	Rétablir les capacités utiles et intégrer les contraintes d'année sèche dans les contrats et la programmation.
Réseau et baisse des pertes	Plus d'énergie locale acheminée pour un même volume produit.	Financer les postes, lignes et protections qui débloquent effectivement une capacité.
Mini-réseaux et services essentiels	Réduction de l'exposition locale et accès territorial.	Prioriser les sites où le coût d'une interruption est élevé et la maintenance peut être assurée.
Nouveaux achats extérieurs	Secours ou transition pendant la construction des moyens locaux.	Limiter durée et volumes engagés, avec calendrier de réduction et examen des effets sur la souveraineté.

Grille d'arbitrage proposée. Chiffrer chaque option avant engagement.

Cinq critères pour classer les dossiers

Chaque projet devra être évalué selon sa capacité à remplacer les apports extérieurs aux heures de pointe, sa production nationale supplémentaire, les volumes de combustible économisés, son coût total sur la durée de vie ramené à sa valeur actuelle et son délai de mise en service. La notation devra également apprécier la capacité des équipes locales à exploiter et entretenir les installations, ainsi que la possibilité de changer de fournisseur sans difficulté technique majeure.

Décision proposée

Préparer une première tranche d'investissements associant production locale, stockage, raccordement au réseau et maintenance. A partir de là, EDM devra organiser les décaissements selon l'avancement des travaux, en conditionnant le versement final à des essais confirmant les performances attendues. Après la mise en service, il s'agira de mesurer et publier la contribution réelle de ces installations à la réduction des achats extérieurs et de la consommation de combustible.

RISQUES ET SCÉNARIOS

Tester l'autonomie face à un choc combiné

La trajectoire est crédible si elle protège le service lorsque plusieurs sources deviennent indisponibles en même temps.

Test proposé	Hypothèse de travail	Réponse attendue
Perte simultanée des apports ivoiriens	Arrêt de l'électricité et des livraisons de combustible pendant trente jours.	Maintien des charges essentielles, mobilisation des réserves et mesures de réduction de demande prévues.
Année sèche et faible réserve thermique	Apports hydrauliques réduits, centrale importante en maintenance.	Puissance locale mobilisable et calendrier d'entretien compatibles avec la pointe.
Projet solaire ou réseau retardé	Décalage de douze mois d'une tranche structurante.	Financement de transition borné et solution de repli déjà chiffrée.
Batteries dégradées ou fournisseur indisponible	Réduction de l'énergie restituable ou rupture de maintenance.	Garantie de service, pièces, compétences locales et prestataire de remplacement.

Hypothèses illustratives à calibrer avec EDM, les partenaires OMVS et les services concernés.

Les coûts politiques et sociaux comptent dans le test

Le soutien au programme dépendra de ses effets concrets sur la vie des usagers. Une augmentation des coupures ou une charge financière excessive pourrait fragiliser son acceptation. Le suivi devra donc mesurer la qualité du service dans les différents quartiers, les localités isolées, les zones de production ainsi que les installations d'eau et de santé. Les étapes du programme, les difficultés temporaires et les améliorations constatées devront être rendues publiques. Un dispositif accessible de traitement des réclamations et de correction des erreurs de facturation devra également accompagner sa mise en œuvre.

Prévenir une nouvelle concentration industrielle

Le recours aux panneaux solaires, aux onduleurs, aux batteries et aux logiciels de pilotage crée aussi des dépendances envers leurs fournisseurs et prestataires de maintenance. Pour les maîtriser, il faut prévoir une documentation technique complète, des données dans des formats accessibles, des droits d'audit et des stocks de pièces critiques. Les contrats devront permettre de changer de prestataire et préciser qui peut commander les installations à distance, ainsi que les conditions permettant à EDM-SA ou à un autre opérateur de reprendre leur exploitation sans interruption majeure.

Critère de validation en 2029

Faire réaliser un test indépendant de trente jours pour les charges essentielles, par simulation complétée d'essais réels coordonnés. Enregistrer les hypothèses de stocks, les indisponibilités et les mesures de réduction de demande. Publier les correctifs et leurs délais.

EXÉCUTION ET INDICATEURS

Une feuille de route vers 2031–2033

Les horizons proposés s'apprécient à partir du 28 février 2026. Chaque étape déclenche une décision d'investissement et une vérification.

Échéance	Travail à engager	Responsables et preuve
Mars–mai 2026	Bilan 2025 des deux dépendances, demande corrigée des coupures, étude horaire et plan de trésorerie.	Primature, Énergie, Finances et EDM. Référence rapprochée et objectifs révisés en 90 jours.
2026–2027	Réparations ciblées, stocks, secours des sites essentiels et premiers lots locaux raccordables.	EDM et opérateurs. Essais, volumes livrés et économies de combustible vérifiés.
2028–2029	Déploiement de production domestique, batteries et réseau. Test des trente jours sans apports ivoiriens.	Énergie, EDM et évaluateur indépendant. Couverture des charges essentielles démontrée.
2031–2033	Achever les tranches nécessaires à la réduction de 70 % et réduire l'intensité pétrolière.	Pilotage interministériel. Résultats rapportés à la référence 2025, avec indicateurs de service et d'accès.

Calendrier d'arbitrage. Les capacités, montants et dates contractuelles doivent être arrêtés après études.

Publier des indicateurs qui suivent la substitution

Le suivi devra mesurer les volumes d'électricité achetés directement à la Côte d'Ivoire et leur contribution aux heures critiques, ainsi que les litres de combustible destinés à la production électrique acheminés par le corridor ivoirien. Il devra également suivre la consommation de combustible par kilowattheure livré, la production nationale non fossile et les apports de l'OMVS. Ces indicateurs seront complétés par le nombre de jours pendant lesquels les services essentiels peuvent fonctionner sans ces approvisionnements ivoiriens, les volumes d'électricité non fournis en raison des coupures et le coût de chaque kilowattheure effectivement livré aux usagers.

Mandater une équipe commune de mise en œuvre

Confier à la Primature l'arbitrage entre ministères, à l'Énergie la trajectoire de capacité, à EDM les données et l'exécution, aux Finances le budget et les engagements. Associer le régulateur et les organes de contrôle dans leurs compétences. Prévoir une revue trimestrielle et la possibilité de corriger le programme après chaque mise en service.

Décision à prendre

Adopter le principe d'un programme de souveraineté électrique 2026–2033 et financer ses études, ses premiers secours et son équipe de pilotage. Fixer le premier point d'arbitrage au terme des 90 jours, avec un bilan commun et un portefeuille de tranches chiffrées.

PÉRIMÈTRE DOCUMENTAIRE

Sources et méthode

Analyse reconstituée au 28 février 2026. Les références et les titres ci-dessous ouvrent les documents retenus.

La note examine le système électrique et le combustible nécessaire à son fonctionnement. Elle retient les publications disponibles au 28 février 2026. Les comptes 2024 et les flux commerciaux du premier trimestre 2025 donnent des repères datés. La référence 2025 propre à EDM doit être rapprochée. Les objectifs à 2029 et 2031–2033, ainsi que les simulations, sont des propositions dont la faisabilité exige des données et des études complémentaires.

01 EDM-SA · Rapport annuel d'activités 2024

Publié le 9 janvier 2026. Tableaux techniques 6, 7 et 15, annexes des centres isolés et états financiers.

02 INSTAT · Statistiques du commerce extérieur, premier trimestre 2025

Publication de juin 2025, tableau 20 sur les importations de combustibles par pays, en valeur.

03 IRENA · Investment opportunities for utility-scale solar and wind areas in Mali

Août 2024. Cartographie et hypothèses technico-économiques des zones favorables.

04 Ministère de l'Économie et des Finances · Portefeuille des projets structurants de la SNEDD 2024–2033

Rapport daté de décembre 2024, mis en ligne en mai 2025. Projets solaires, stockage et réseau.

05 FMI · Mali, consultations de 2025 au titre de l'article IV

Rapport n°25/255, septembre 2025. Annexe III et analyse de viabilité de la dette.

06 République du Mali · Loi de finances 2026, loi n°2025-056 du 18 décembre 2025

Article 42, renvoi à l'état Q relatif aux subventions à EDM.

07 Gouvernement du Mali · Approvisionnement du pays en hydrocarbures

13 février 2026. Point sur les entrées nationales de carburant.

08 Gouvernement du Mali · Suivi de l'approvisionnement en hydrocarbures

20 février 2026. Volumes réceptionnés du 9 au 15 février.

09 Bureau du Vérificateur général · EDM-SA, suivi des recommandations de la vérification de performance

Travaux de suivi menés en 2023. Obligations contractuelles et réponses de l'entité.

10 Banque africaine de développement · Évaluation de la boucle nord 225 kV de Bamako

Rapport d'octobre 2025, publié le 19 février 2026.

11 Banque africaine de développement · Financement partiel de la boucle nord de Bamako

Communiqué sur l'approbation du 12 novembre 2025.

12 Banque mondiale · Approbation du projet Yelen Sira

23 juin 2023. Renforcement du système électrique et amélioration de l'accès.

13 AIE, IRENA, UNSD, Banque mondiale et OMS · Tracking SDG 7, édition 2025

Estimation de l'accès à l'électricité en 2023, figure 1.14.

14 Maiga et collaborateurs · Characterization of the spontaneously recharging natural hydrogen reservoirs of Bourakebougou in Mali

Scientific Reports, 2023. Observations sur le réservoir et l'expérience de production électrique locale.

15 République du Mali · Fonds de soutien aux projets d'infrastructures de base et de développement social

Journal officiel du 20 juin 2025. Modalités de prélèvement.

16 Le Pays · EDM-SA et le plan de stabilisation

23 février 2026. Compte rendu de l'entretien du directeur général à l'ORTM.